

Initiatives ministérielles

Pour avoir plus de détails, ils n'avaient qu'à se rendre à la réunion d'information. Ils auraient pu donner leur avis. Ils n'ont pas voulu se déranger. Ils se contentent d'occuper leurs sièges et de critiquer. À mon avis, c'est un cas évident de revirement. Une journée, on dit blanc et le lendemain, on dit noir.

• (1810)

M. Morrison: Madame la Présidente, je ne crois pas avoir vu le député à la réunion de non-information à laquelle nous avons assisté.

En ce qui concerne les frappes aériennes, je tiens à rappeler au député que nous avons obtenu l'accord presque unanime de la Chambre sur ce point, la première fois que nous avons abordé la question. Ce n'est rien de nouveau. À ce moment-là, les députés de tous les partis ont admis clairement que cela soulevait la possibilité de pertes.

Personne ne dit que nos soldats sont incapables de se battre et qu'ils ne peuvent encaisser des pertes. Nous disons simplement qu'ils n'ont aucune arme pour se battre. Les libéraux voudraient les envoyer combattre les Serbes à mains nues; c'est impossible.

M. Fred Mifflin (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, Lib.): Madame la Présidente, je ne suis pas sûr de ce que vient de dire le député. Je pense qu'il a dit que la position du Parti réformiste n'était pas que nous ne devions pas envoyer de troupes au combat. Ce n'est certainement pas la position prise par le porte-parole du troisième parti. Au bout d'une demi-heure, j'ai fini par le lui faire avouer.

J'aimerais demander aux députés du troisième parti s'ils croient que les Forces canadiennes devraient être incapables de participer à tout conflit armé. À quoi servent donc les forces armées? À rester au Canada et à tirer la langue aux passants?

M. Morrison: Ce que j'aimerais savoir, c'est à quoi sert le ministre de la Défense? Les forces armées ne peuvent compter sur l'appui des politiciens et des bureaucrates qui sont censés être derrière elles. Elles n'ont pas d'équipement. Les libéraux veulent les envoyer se faire casser la figure. Je suggérerais aux députés d'en face, s'ils sont tellement courageux, de prendre leurs armes et d'aller en Bosnie.

Une voix: Bravo.

M. David Chatters (Athabasca, Réf.): Madame la Présidente, je suis très heureux de participer à ce débat, parce que j'ai une position assez unique sur cette question, étant donné que j'ai un fils dans les forces armées qui pourrait très bien faire partie de cette mission et pourrait aussi revenir dans un sac mortuaire, si la situation tourne au désastre.

M. Collenette: Voilà un bel optimisme. Quelle belle chose à dire.

M. Chatters: Voyez-vous, c'est que le ministre ne nous donne pas beaucoup de raisons d'être optimistes. C'est tout ce que je peux dire.

M. Collenette: Je suis heureux de ne pas être votre fils, car je n'aimerais guère entendre cela de la bouche de mon père.

M. Chatters: Je dirais que s'il avait le choix, il ne vous prendrait sûrement pas non plus comme ministre de la Défense.

M. Hoepfner: Combien avez-vous de fils là-bas? Dites-le nous.

La présidente suppléante (Mme Maheu): Puis-je rappeler aux députés que les observations doivent être adressées à la présidence.

M. Hill (Prince-George—Peace River): Rappelez cela au ministre.

M. Chatters: Madame la Présidente, j'attends ce débat depuis plusieurs semaines, depuis que j'ai entendu le premier ministre annoncer qu'il y aurait un débat à la Chambre des communes avant toute décision. Je peux simplement dire que j'ai été extrêmement déçu de constater au cours des derniers jours que tout ce débat serait de la frime, de la poudre aux yeux, puisque les décisions ont déjà été prises. On sait non seulement que l'on enverra des troupes, mais on sait aussi combien.

Je suppose que dans quelque cinq ans, le vérificateur général sera en mesure de nous dire combien aura coûté cette opération, étant donné que le ministre de la Défense nationale, le ministre des Finances et le gouvernement n'ont aucune idée de combien cela va coûter ou, du moins, ne sont pas prêts à nous le dire.

Le gouvernement connaît la structure de commandement des forces russes et sait qui sera en charge de ces troupes, mais il ne sait pas encore qui commandera les forces armées canadiennes et quelle sera sa structure de commandement. Cela ne nous donne guère confiance. De plus, l'arrogance que nous avons observée toute la journée chez les députés d'en face, qui nous défient sur cette importante question, est une insulte à la démocratie.

Je peux dire que le Parti réformiste s'inquiète, tout autant que les députés d'en face, des souffrances et des atrocités qui se produisent dans l'ex-Yougoslavie. Néanmoins, nous devons nous préoccuper d'abord et avant tout de nos fils et de nos filles, des Canadiens en mission. Ce qui me préoccupe, c'est que le gouvernement enverrait mon fils et ses compagnons sur le théâtre de la guerre sans les équiper comme il faut et sans les doter d'un commandement adéquat. C'est une pensée vraiment atroce.

• (1815)

Au commencement de ce débat, nous avons demandé au gouvernement et aux ministres de saisir le Parlement d'une proposition où seraient expliqués clairement les critères du Canada et la nature de la mission. Nous avons également demandé au gouvernement de faire connaître la structure de commandement et la place que les soldats et les commandants canadiens occuperaient dans cette structure.

Comme il en a déjà été question lors de débats antérieurs sur ce thème, alors même que nous formions une des principales forces engagées dans l'opération de maintien de la paix dans l'ancienne Yougoslavie, nous ne pouvions absolument pas nous prononcer sur des décisions qui touchaient directement nos troupes. Nous